



# Le 1<sup>er</sup> Mai 2020 au défi du 11 mai...

Le 1<sup>er</sup> Mai est la journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs, qu'elles et ils soient issu.e.s du secteur privé ou de la fonction publique, ou de toutes les situations et les contrats que veulent imposer les propriétaires du capital aux salarié.e.s dans la diversité de leurs états et conditions.

Cette journée a d'abord été marquée par le combat pour la journée de 8 heures. Ce 1<sup>er</sup> mai intervient dans le contexte inédit d'une pandémie qui, par définition, est mondiale et donc internationale, par conséquent ne connaît pas les frontières et même les transcendent. Cette pandémie partout dans le monde pose les mêmes questions aux peuples et au monde du travail.

## Une journée de lutte internationale du monde du travail...

Aujourd'hui, alors que le 11 mai a été décrété par le président de la République française jour du déconfinement et de la reprise, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de perspective de « **retour à la normale** » et, « **la normale** », ce ne sera pas et ça ne pourra pas être le « **régime d'exception** » que voudraient nous imposer le gouvernement et les actionnaires pour conserver leurs marges de dividendes et vite les accroître encore.

Le 11 mai ce n'est pas le jour du « **retour à la normale** » comme ne cessent de le chanter, changeant d'épaule leur fusil à commentaires et chroniques, nombre de JT des « **grands médias** » et de chaînes « **d'info en continu** », au diapason et à l'unisson des discours des ministres et de l'exécutif. Il ne faudrait pas que, dans le calendrier mémoriel de notre futur, le 11 mai fasse écho au 1<sup>er</sup> mai 1886 et à ses morts pour la journée de 8 heures.

## ... en un temps de pandémie qui touche les salarié.e.s du monde entier !

Il ne faudrait pas que le 11 mai soit l'anniversaire d'une nouvelle journée noire pour le monde du travail, parce que des décisions irresponsables auraient été prises au mépris des multiples avis, y compris scientifiques qui convergent et qui privilégient la santé publique à la « **reprise économique** ». Quel sens aurait celle-ci avec des milliers de morts supplémentaires parce que nous n'aurions pas été assez collectivement prêt.e.s et organisé.e.s pour affronter un rebond de la maladie ?

Le « **joli mois de mai** » commémore déjà assez de morts le 1<sup>er</sup> et le 8. Ce 1<sup>er</sup> mai, nous réaffirmons la nécessité de ne pas revenir au « **jour d'avant** » comme semblait si bien le professer le président Macron mais comme, si mal, le traduisent les décisions intervenues depuis lors par un gouvernement qui a d'ores et déjà décidé de bâcler le débat, singulièrement parlementaire, sur le déconfinement et ses conditions.





En ce 1<sup>er</sup> Mai 2020, plus que jamais,  
et parce qu'il y a urgence sanitaire et sociale,  
urgence environnementale :

- ▶ nous réaffirmons le droit fondamental à la santé pour toutes et tous, dans et hors le travail car la santé publique c'est la santé au travail et vice versa. C'est également un combat historique du mouvement syndical.
- ▶ Nous réaffirmons le droit à la poursuite du mouvement historique à la réduction du temps de travail et à un partage de la richesse plus égalitaire qui ne laisse pas 36 milliards de dividendes être honteusement distribués à quelques actionnaires en ces temps de crise sanitaire, distribution nourrissant demain la crise économique.
- ▶ Nous revendiquons pour l'intérêt général le renforcement et l'extension du champ des services publics. Parmi celles et ceux aujourd'hui appelé.e.s à permettre la continuité de la vie de notre collectivité et ses besoins de première nécessité figurent beaucoup de salarié.e.s qui relevaient de statuts publics de fonctionnaires ou assimilé.e.s.
- ▶ Pour notre ministère et ses administrations, dont les agent.e.s ne peuvent que partager les précédentes exigences avec tou.te.s les salarié.e.s du public ou du privé, pour l'intérêt général nous exigeons la réinternalisation de toutes les missions au cœur de la République et pour :
  - ▶ un État garantissant le lien social par le financement des services publics par un impôt redistributif et le contrôle de la dépense publique,
  - ▶ un État garantissant notre sécurité contre les risques environnementaux, alimentaires et industriels et contre la libre circulation de produits les permettant,
  - ▶ un État garantissant une information statistique neutre permettant aux habitantes et habitants de ce pays de considérer en toute objectivité les choix des gouvernants censés prévoir et de bien mesurer les intérêts des dirigeants économiques que ceux-ci voudraient bien voir demeurer dissimulés.

**Les exigences du mouvement syndical et social en ce 1<sup>er</sup> Mai restent d'autant plus d'une urgence absolue que le jour d'après, les intérêts financiers dominants et celles et ceux qui les servent manifestent déjà la folle envie de nous rejouer le jour d'avant... en pire !**



**Alors ce 1<sup>er</sup> Mai, mesdames et messieurs les responsables politiques et économiques, sachez que nous serons très attentifs à vos décisions prises en vue du 11 mai et de tous les jours qui suivront. En attendant, ce 1<sup>er</sup> Mai, « confinés », nous manifesterons par tous les moyens qui restent à**

**notre disposition notre attachement à nos droits.**